

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 21/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NORPAPER AVOT-VALLEE SAS

71 rue Jean Jaures BP 33049
BLENDECQUES
62501 Saint-Omer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\NORPAPER AVOT
VALLEE_Blendecques_0007000489\2_Inspections\2023 03 28 États des stocks\
NORPAPER_blendecques_RAPVI_0007000489.odt
Code AIOT : 0007000489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement NORPAPER AVOT-VALLEE SAS implanté 71 rue Jean Jaures BP 33049 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les présente inspection réalisée de façon inopinée a pour but de vérifier si l'exploitant dispose d'un état des stocks des matières combustibles présentes dans l'installation, exploitable rapidement notamment en cas d'accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORPAPER AVOT-VALLEE SAS
- 71 rue Jean Jaurès BP 33049 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer
- Code AIOT : 0007000489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NORPAPER AVOT VALLÉE, implantée à BLENDECQUES, est spécialisée dans la fabrication de papier pour ondulés. Elle dispose de :

- 3 lignes de préparation de pâte à papier à partir de vieux papiers ;
- 1 unité de désencrage de vieux papiers d'une capacité de 120 t/j ;
- 3 machines à papier d'une capacité totale de 350 t/j.

La production annuelle est d'environ 160 000 t de papier pour une consommation d'eau d'environ 1,3 million de m³ par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées - généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées - Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks est incomplet (les produits finis et les déchets ne sont pas repris) et présente des unités de mesures hétérogènes. Cet état des stocks n'est pas facilement accessible (nécessité de mobiliser plusieurs personnes) et n'est pas disponible en toutes circonstances.

Dans ces conditions, l'état des stocks n'apparaît pas conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - généralités
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose des états des stocks sous format informatique séparé pour chacune des catégories de produits suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières premières (vieux papiers écrus et vieux papiers blancs) - mise à jour quotidienne ; - produits finis (bobines de papier) - mise à jour quotidienne ; - produits dangereux - mise à jour hebdomadaire ; - déchets. <p>Ces données ont été accessibles au bout d'une vingtaine de minutes après l'arrivée de l'inspection sur site et ont mobilisé deux personnes. Les différents stockages sont localisés sur le Plan d'Intervention Interne mis à jour le 23/12/2021 et présenté par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant présente l'état des stocks de matières premières. Les unités de mesures sont hétérogènes. L'état des stocks différencie les stocks en extérieur (quantités exprimées en tonnes) et les stocks dans le bâtiment (exprimés en nombre de camions de 25 tonnes). Les emplacements des lots de vieux papiers stockés sont précisés (numéros de travées).</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'état des stocks de produits finis.</p> <p>L'état des stocks des produits dangereux est disponible sous forme d'un tableau qui précise les domaines d'application, les noms commerciaux, le type de contenant et les quantités en kg. Les mentions de dangers et les localisations de ces stocks sont disponibles sur un tableau séparé dénommé "nature des produits chimiques".</p> <p>Les déchets (bennes de rognures de papier) ne sont pas repris dans l'état des stocks.</p> <p>En l'état, l'état des stocks n'est pas exploitable par les autorités en cas d'accident.</p> <p>Dans les bonnes pratiques, les éléments attendus pour l'état des stocks sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ; - l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ; - pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, - les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m³ et non en unité de produit/réceptacle et par lieu de stockage (avec plan de situation), - une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique. Cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 2 : État des matières stockées - Fiches de données de sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont rapidement accessibles sous format informatique sur le serveur et sous format papier dans le bureau du responsable des produits chimiques.</p> <p>Vu par sondage dans la liste des produits chimiques de l'état des stocks, la FDS de l'amidon cationique repris sous la dénomination HI-CAT C754A. Cette FDS date du 14/05/2018.</p> <p>Observation : L'exploitant veillera à disposer des dernières mises à jour des FDS, le fabricant n'envoyant pas systématiquement les mises à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est accessible depuis le serveur implanté dans le bâtiment administratif du site. Il est également accessible depuis l'extérieur par un système VPN par les membres du comité de direction (5 personnes). L'exploitant ne peut pas garantir (au travers d'une procédure déterminant des astreintes des membres du comité de direction par exemple) que cet accès par VPN est possible à tout moment.</p> <p>Des sauvegardes des données sont réalisées quotidiennement sur un deuxième serveur implanté dans le bâtiment de la société BORALEX situé en face de la papeterie, de l'autre côté de la rue Jean Jaurès. L'accès à tout moment à ce bâtiment n'est pas garanti par l'exploitant.</p> <p>Observation : Le dispositif en place pourrait être amélioré par la mise en place d'un système cloud.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois